



## Comité de dialogue social sectoriel pour les industries extractives

**Le secteur des industries extractives et ses travailleurs au cœur du pacte industriel européen pour des emplois de qualité**

**Recommandations conjointes pour la prochaine mandature européenne (2024 – 2029)**

Alors que l'Europe doit dès aujourd'hui s'engager sur la voie vers une transition juste à travers un pacte industriel pour des emplois de qualité, il est impératif de reconnaître le rôle majeur joué par le secteur des industries extractives et sa main-d'œuvre. Les matières premières sont à la base de tous les processus et produits industriels en fournissant des ressources essentielles pour la fabrication, la construction, le progrès technologique en Europe, et en contribuant à l'autonomie stratégique et à la sécurité économique. Les matières premières minérales sont le fondement des objectifs les plus urgents et les plus ambitieux de l'Europe, qu'il s'agisse de la double transition écologique et numérique ou des programmes de l'UE en matière de défense et d'aérospatiale. Elles représentent un moteur essentiel pour de nombreuses industries stratégiques européennes et génèrent quelques 350,000 emplois dans l'UE et plus de 30 millions d'emplois dans les secteurs en aval. En outre, l'Europe a développé des compétences, des qualifications et des capacités stratégiques dans ces industries qui doivent être protégées et renforcées. Enfin, le secteur des industries extractives et sa main-d'œuvre sont les premiers concernés par le processus de transition et doivent faire face aux complexités d'une transition vers des pratiques plus propres et plus durables.

En tant que partenaires sociaux du Comité européen de dialogue social sectoriel pour les industries extractives, nous sommes signataires de la [déclaration d'Anvers pour un pacte industriel européen](#) et nous marquons notre soutien total à un pacte industriel européen en complément du pacte vert pour maintenir des emplois de qualité en Europe. De plus, nous avons signé une [déclaration conjointe consacrée à la dimension sociale](#) d'un pacte industriel européen.

***Alors que nous ouvrons la voie à un avenir industriel plus résilient et plus inclusif, cette déclaration souligne le rôle crucial du secteur des industries extractives et de ses travailleurs pour maintenir des emplois de qualité en Europe dans le cadre de la transition juste et du pacte industriel. La déclaration insiste également sur l'importance d'intégrer des aspects sociaux dans le pacte industriel, ces éléments étant indispensables à sa réussite et à son acceptation.***

Dans ce contexte, nous appelons à :



## **1. Une stratégie politique industrielle pour des emplois de qualité en Europe qui tient compte des industries extractives**

Il est impératif d'éviter une désindustrialisation en Europe et de préserver les emplois industriels de qualité. Nous avons besoin d'un pacte industriel européen comportant davantage de mesures pour soutenir le secteur des industries extractives afin de développer les activités liées aux matières premières et de garantir des emplois industriels de qualité en Europe.

Les matières premières nationales ont un rôle clé à jouer pour répondre aux ambitions écologiques de l'Europe et pour garantir l'autonomie stratégique ouverte de l'UE. Il convient d'accorder en priorité à ce secteur des politiques ciblées et des actions coordonnées au niveau européen afin de garantir son développement tout en créant des emplois de qualité. La législation sur les matières premières critiques contribuera à renforcer la chaîne de valeur européenne des matières premières, de l'extraction minière au raffinage, en passant par la transformation et le recyclage. Cela requerra le développement de l'extraction nationale, une approche plus généralisée et prévisible des procédures d'autorisation et un meilleur accès au financement ainsi qu'une utilisation plus stratégique des ressources. Le Comité européen de dialogue social sectoriel pour les industries extractives salue la législation européenne sur les matières premières critiques et plaide (i) pour sa mise en œuvre, accompagnée des mesures nécessaires en termes de ressources et de soutien politique, et pour l'implication des partenaires sociaux aux niveaux national et européen, et (ii) pour une extension de son champ d'application pour couvrir d'autres matières premières essentielles.

En outre, les partenaires sociaux sectoriels européens recommandent d'adopter des mesures dans le but d'élargir le champ d'application de la législation, allant des matières premières critiques ou stratégiques aux matières premières essentielles à la réalisation des objectifs clés de l'UE. Nous voulons éviter que l'UE ne se retrouve dans une situation précaire en termes d'approvisionnement en matières premières qui ne sont pas considérées aujourd'hui comme critiques ou stratégiques. Nous estimons qu'il est nécessaire de profiter de cet élan pour instaurer une politique globale pour les matières premières, en tenant compte du rôle indispensable que les matières premières non critiques jouent pour garantir la prospérité, la sécurité et le leadership industriel mondial de l'UE. L'amélioration de la procédure d'autorisation pour toutes les matières premières est essentielle pour assurer la disponibilité des réserves de matières premières autorisées.

La planification des minéraux garantit que les besoins économiques et sociétaux, ainsi que les conséquences de l'extraction et du traitement sur la population et l'environnement sont gérés de manière intégrée, en tenant compte du cycle de vie complet de la mine ou de la carrière.

En outre, mettre l'accent sur l'économie circulaire est la clé d'une autonomie stratégique ouverte et de la préservation des ressources naturelles. L'utilisation de matières premières secondaires représente un énorme potentiel en termes de durabilité et de sécurité d'approvisionnement. Cela nécessite des mesures incitatives fortes, des investissements dans la collecte, le tri, la recherche et le développement ainsi que dans l'éco-conception. Une vision plus globale de l'utilisation stratégique



des ressources pour protéger l'environnement et atténuer le changement climatique sera également essentielle.

Les entreprises ont un rôle important à jouer dans la sécurisation des chaînes d'approvisionnement et la garantie de l'autonomie stratégique. De plus, la mise à disposition des ressources financières est cruciale pour encourager les investissements industriels en Europe. Il est important d'y associer des garanties qui assurent le maintien et la création d'emplois de qualité, tout en assurant une répartition équitable des richesses qui en résultent. Les critères stricts d'accès aux fonds européens devraient promouvoir une transformation équitable de nos industries, en mettant l'accent sur la cohésion sociale, l'emploi de qualité et la promotion du dialogue social.

## **2. Garantir des emplois de qualité dans les industries extractives**

Les emplois de qualité sont indispensables au bien-être des travailleurs et à la santé économique de nos communautés. Toute politique industrielle sur les matières premières doit garantir efficacement des emplois de qualité. En tant que partenaires sociaux sectoriels européens du secteur des industries extractives, nous nous engageons résolument à fournir des emplois de qualité dans le secteur. Nous entendons par « emploi de qualité » un travail qui offre un salaire équitable, qui garantit la sécurité de l'emploi par le biais d'un contrat de travail standard et qui assure l'accès à la protection sociale. Un emploi de qualité doit également offrir l'accès à des opportunités d'apprentissage de qualité tout au long de la vie, de bonnes conditions de travail dans un lieu de travail sain et sûr, un temps de travail raisonnable et un bon équilibre entre vie professionnelle et vie privée, tout en garantissant le droit d'adhérer à un syndicat, le droit de représentation syndicale et le droit de négociation collective ainsi que le droit de grève.

En outre, les emplois de qualité reposent sur une culture de la diversité, l'inclusion et le sentiment d'appartenance au travail, où tous les travailleurs peuvent réellement s'épanouir et où chacun se sent accueilli, respecté et valorisé. Les entreprises florissantes du secteur des industries extractives reconnaissent de plus en plus les avantages d'une main-d'œuvre diversifiée, notamment le fait d'attirer et de retenir les meilleurs talents, de favoriser l'innovation et d'apporter de nouvelles idées, autant d'éléments qui aboutissent à des entreprises plus efficaces, plus rentables et mieux préparées à une transition juste. Tous les aspects de la diversité doivent être pris en compte, y compris une dimension forte d'égalité des genres, afin progresser sur ces questions et de garantir l'inclusion et l'équité dans l'ensemble du secteur.

Il convient également d'aider les personnes plus âgées à s'adapter à l'évolution des attentes du secteur grâce à une formation ciblée et à l'amélioration des soins de santé. Pour faire face de façon adéquate au vieillissement de la main-d'œuvre, il est nécessaire de mettre en œuvre des initiatives et des programmes spécifiques destinées aux travailleurs plus âgés afin d'adapter leurs conditions de travail et de bénéficier de leur expérience qui pourra être transmise aux plus jeunes travailleurs.



La protection des travailleurs des industries extractives requiert un engagement ferme en faveur de la santé et de la sécurité au travail (SST), en ce qui concerne les accidents et les conditions de travail dans l'industrie minière, mais aussi les conséquences de l'extraction et de la transformation des minéraux.

Il est crucial d'identifier les nouveaux risques de santé et de sécurité liés aux matières premières, ainsi que les moyens par lesquels les nouvelles technologies peuvent contribuer à atténuer les risques.

En donnant la priorité aux emplois de qualité, nous améliorons non seulement la vie des travailleurs, mais nous attirons et retenons également les talents et favorisons l'excellence industrielle.

### **3. Une transition juste pour les industries extractives et les travailleurs**

Alors que nous nous dirigeons vers un avenir plus vert et plus durable, les entreprises et les travailleurs seront confrontés à des défis sans précédent et à des transformations majeures. Il est donc impératif de garantir une transition juste pour les industries extractives et leur main-d'œuvre. Cela signifie que des systèmes de soutien solides doivent être mis en place pour les travailleurs concernés par les changements dans l'industrie. Pour ce faire, la transformation doit s'accompagner d'un cadre pour une transition juste qui garantit une anticipation et une gestion efficaces de l'emploi et des compétences. Ce cadre doit offrir une sécurité aux entreprises et aux travailleurs qui subissent ces mutations industrielles en s'appuyant sur la participation active et stable des partenaires sociaux à tous les niveaux.

Une transition juste est non seulement un impératif moral, mais aussi une nécessité pratique pour maintenir la stabilité sociale et la cohésion économique.

### **4. Des mesures et un programme concrets pour le développement et le perfectionnement des compétences**

L'avenir des industries extractives requerra de nouvelles aptitudes et compétences à mesure que nous développerons de nouvelles technologies avancées et numériques et que nous adopterons des pratiques durables. Il est essentiel de mettre en place un programme concret axé sur le développement et le perfectionnement des compétences de la main-d'œuvre. Nous devons investir dans l'éducation et dans des programmes de formation de qualité qui dotent les travailleurs des compétences nécessaires pour les emplois de demain. La collaboration entre l'industrie, l'enseignement, les syndicats et les organismes publics sera essentielle pour créer des initiatives de formation et de développement des compétences ciblées qui reflètent l'évolution des attentes du secteur. En donnant la priorité à l'apprentissage en continu et au développement professionnel, nous pouvons garantir un maintien de la compétitivité de la main-d'œuvre en faveur du progrès de l'industrie.



## **5. Notre avenir ne se décidera pas sans nous : le dialogue social au cœur des politiques industrielles sur les matières premières**

Le principe de dialogue social est au cœur de cette transformation ambitieuse. Il est essentiel d'engager tous les partenaires sociaux dans un dialogue constructif afin d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques qui reflètent les intérêts et les besoins de l'ensemble du secteur. Le dialogue social favorise la transparence, instaure la confiance et permet de faire entendre et respecter la voix des travailleurs. En promouvant des processus décisionnels inclusifs et participatifs, nous pouvons parvenir à des solutions équilibrées qui profitent à l'industrie et à sa main-d'œuvre, en anticipant de manière proactive le changement et en créant des observatoires tant au niveau sectoriel que de l'entreprise.

## **6. Vers des conditions de concurrence équitables au niveau mondial**

Pour que le commerce soit véritablement équitable, il est essentiel que l'approvisionnement en matières premières provenant de pays non-membres de l'UE respecte non seulement la législation et aux normes de l'UE en matière sociale et environnementale mais aussi que les revenus équitables profitent directement aux populations des pays producteurs. En imposant le respect strict des mêmes normes que celles en vigueur au sein de l'UE – en matière de droits humains et de droits des travailleurs, de protection environnementale et de principes de l'UE pour des matières premières durables - nous pouvons empêcher la concurrence déloyale, promouvoir des pratiques durables dans le monde entier et protéger les intérêts des travailleurs et des industries. Cette approche est essentielle pour maintenir des emplois de qualité en Europe, attirer les investissements et veiller à ce que les bénéfices de l'extraction des matières premières soient équitablement répartis. Le respect des conventions fondamentales de l'OIT et les lignes directrices de l'OCDE n'est pas négociable, car il s'agit de la pierre angulaire d'un approvisionnement éthique qui donne la priorité au bien-être des personnes plutôt qu'aux profits.